



Amnesty International

DOCUMENT PUBLIC

**– Cas d’appel –
Fédération de Russie**

Germain Soumele Kembou

***La police ne prend aucune mesure après qu’un étudiant
camerounais a été blessé lors d’une agression raciste***

Index AI : EUR 46/012/2003

•
ÉFAI

•

– Cas d’appel – Fédération de Russie

Germain Soumele Kembou

La police ne prend aucune mesure après qu’un étudiant camerounais a été blessé lors d’une agression raciste

« Poutine a déclaré que tout le monde devait avoir l’impression d’être chez lui en Russie, et bien sûr, c’est appréciable. Mais nous voulons nous sentir en sécurité, et non pas avoir l’impression d’être chez nous. »

Petrus Indongo, secrétaire général de l’Association des étudiants africains de l’université russe pour l’amitié entre les peuples, Moscou.

« Ce n’est pas un bon endroit pour avoir la peau noire. Mais comme nous ne pouvons aller nulle part, nous restons là. Nous sommes la cible des racistes. Le racisme commence à se répandre. Avant, quand ils nous attrapaient, ils nous frappaient. Maintenant, ils se mettent à tuer des gens... »

Adefurs Dessu, réfugié politique d’Éthiopie.

Le 13 juillet 2002, des skinheads ont attaqué Germain Soumele Kembou, étudiant camerounais, dans le parc Troparev, à Moscou. Avec d’autres étudiants, réfugiés et demandeurs d’asile africains, il participait à un pique-nique à l’initiative d’une organisation protestante, quand il a été brutalement agressé par un groupe d’une dizaine de Russes au crâne rasé, qui hurlaient des injures racistes. Au cours de cette agression, Germain Soumele Kembou a été gravement blessé.

L’agression a eu lieu alors que les participants au pique-nique quittaient le parc, vers 20 heures. Certains Africains ont essayé de faire appel à des policiers qui se trouvaient à proximité, mais ces derniers ont refusé d’intervenir. Ce n’est qu’une demi-heure plus tard que la police s’est rendue au parc. À ce moment, tous les agresseurs présumés étaient partis, sauf deux, et les victimes avaient été rejointes par les organisateurs du pique-nique, un prêtre, John Calhoun, et sa femme, Noel Calhoun.

** La version originale en langue anglaise de ce document a été éditée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre : APPEALS. RUSSIAN FEDERATION: APPEALS. RUSSIAN FEDERATION: GERMAIN SOUMELE KEMBOU. POLICE FAIL TO ACT WHEN STUDENT FROM CAMEROON SUFFERS SERIOUS INJURIES IN RACIST ATTACK.*

*La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D’AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mars 2003
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l’adresse suivante : <http://www.efai.org>*

L'un des policiers, officier de police judiciaire, a immédiatement accusé les pique-niqueurs d'avoir été à l'origine de cette rixe, avec ces paroles : « *vous êtes vingt et il n'y a que deux Russes* ». Lorsque des témoins de l'agression ont essayé de lui dire ce qu'ils avaient vu, ce policier les a ignorés. Au lieu de cela, il a commencé à interroger les pique-niqueurs sur leur identité et leur situation. Noel Calhoun a demandé au policier son nom complet, mais celui-ci a refusé de répondre. D'autres policiers ont contrôlé les papiers d'identité des personnes présentes.

Alors qu'il avait besoin d'être soigné à l'hôpital, Germain Soumele Kembou a été emmené au poste de police de Teply Stan en compagnie des deux agresseurs présumés, pour un interrogatoire.

Un témoin a déclaré à Amnesty International qu'au moment où Germain Soumele Kembou arrivait au poste de police, trois jeunes hommes correspondant au signalement des agresseurs attendaient sur les marches de l'entrée. L'un d'entre eux a crié « *Le pouvoir aux Blancs!* » sous les yeux de Germain Soumele Kembou et des policiers.

Comme l'état de Germain Soumele Kembou s'aggravait et qu'aucune ambulance ne semblait venir, le révérend Calhoun et son épouse ont insisté pour qu'on les laisse l'emmener à l'hôpital. Après avoir été arrêtés et interrogés en chemin par la police, ils sont finalement arrivés à 22 h 30 au service des urgences de Yasenovo. Plusieurs policiers ont alors fait leur apparition et ont essayé de faire immédiatement revenir Germain Soumele Kembou au poste de police. Il a enfin été hospitalisé, mais seulement après l'intervention d'un représentant de l'ambassade camerounaise. Germain Soumele Kembou est entré à l'hôpital Botkine à 2 heures, plusieurs heures après l'agression.

Cette affaire est peu commune, en ceci qu'elle a reçu une forte couverture médiatique et qu'une information judiciaire a été ouverte. Plusieurs réfugiés étaient prêts, avec le soutien d'avocats du HCR, à coucher leurs plaintes par écrit, notamment celles concernant le refus de protection de la part des policiers. Néanmoins, l'aspect le plus inhabituel de cette affaire est que l'inculpation fait allusion à des « *circonstances aggravantes* », reconnaissant par là le caractère raciste de l'agression.

Cependant, personne n'a pour l'instant été arrêté pour cette agression. Germain Soumele Kembou a été convoqué en novembre 2002 par la police pour un autre interrogatoire ; on lui a dit d'attendre les résultats de l'enquête.

La discrimination raciale est une réalité pour de nombreux membres de minorités ethniques ou nationales en Russie. Les victimes dont le cas a été porté à l'attention d'Amnesty International sont majoritairement des étudiants, des demandeurs d'asile et des réfugiés d'Afrique, mais aussi des citoyens de la Fédération de Russie (notamment des Tchétchènes ou des juifs), ainsi que des gens originaires du sud du Caucase, d'Asie centrale, du sud et du sud-est, du Moyen-Orient et d'Amérique latine.

Agissez dès maintenant

Merci d'envoyer des appels aux autorités russes en leur demandant de :

- continuer à enquêter sur l'agression raciste contre Germain Soumele Kembou, de manière approfondie et impartiale ;
- faire en sorte que les responsables présumés de cette agression soient traduits en justice ;
- faire en sorte que Germain Soumele Kembou ait pleinement accès aux informations nécessaires à la poursuite de son affaire et qu'il soit informé des progrès de l'enquête ;
- prendre des mesures afin que les responsables du maintien de l'ordre soient formés à reconnaître, signaler et traiter avec compétence et impartialité les crimes ou délits à motivation raciale ;
- respecter les engagements internationaux pris par la Fédération de Russie, et mettre pleinement en œuvre la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Envoyez vos appels à :

Procureur général de la Fédération de Russie

Vladimir Ustinov
ul. Bolshaya Dimitrovka, 15a
103793 Moskva
Fédération de Russie
Fax : +7 095 292 88 48

Formule d'appel : Monsieur le Procureur général

Médiateur parlementaire chargé des droits humains

Oleg Mironov
State Duma
Okhotny ryad, 1
103009 Moskva
Fédération de Russie
Fax : +7 095 292 1842

Formule d'appel : Monsieur le Médiateur

Ministre des Affaires intérieures

Boris Gryzlov
ul. Zhitnaya, 16
117049 Moskva
Fédération de Russie
Fax : (7 095) 925 20 98

Autres contacts :

Des lettres de soutien peuvent être envoyées à Germain Soumele Kembou par l'intermédiaire de l'aumônerie protestante de Moscou. L'aumônerie dispose d'un groupe de travail sur les agressions et le harcèlement racistes, et fournit des données sur ces agressions aux organisations de défense des droits humains, aux avocats et aux médias.

Noel Calhoun
Aumônerie protestante de Moscou
mpc@rol.ru

En cette période de transition pour la Fédération de Russie, Amnesty International consacre à ce pays une grande campagne internationale. Elle entend mettre en évidence l'écart qui sépare la protection des droits humains garantie à ceux qui vivent en Russie par le droit national et international et la réalité des très nombreuses atteintes aux droits humains, commises dans un climat d'impunité. Partout dans le monde, les membres d'Amnesty International demanderont au gouvernement de remplir ses obligations vis-à-vis du respect des droits humains, afin que *justice soit rendue à tous*.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde dans lequel toute personne jouit de l'ensemble des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres normes internationales relatives aux droits humains.

Afin de réaliser cette vision, Amnesty International se donne pour mission de mener des recherches et des actions visant principalement à prévenir et faire cesser les graves atteintes aux droits à l'intégrité physique et mentale, à la liberté d'opinion et d'expression et au droit de ne pas être victime de discrimination, dans le cadre de son action visant à promouvoir tous les droits humains

Amnesty International est une organisation non gouvernementale fondée en 1961, financée de façon indépendante. Elle a plus de un million de membres dans le monde entier, dans 140 pays.

Pour toute information complémentaire sur Amnesty International et sur son action dans votre pays, veuillez consulter le site www.amnesty.org

La version originale en langue anglaise de ce document a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, sous le titre APPEALS. RUSSIAN FEDERATION: GERMAIN SOUMELE KEMBOU. POLICE FAIL TO ACT WHEN STUDENT FROM CAMEROON SUFFERS SERIOUS INJURIES IN RACIST ATTACK.

La version française a été traduite et diffusée aux sections francophones et au Secrétariat international par LES ÉDITIONS FRANCOPHONES D'AMNESTY INTERNATIONAL - ÉFAI - mars 2003.

Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :